

Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 10 juillet 2008

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

L'industrie de l'édition du livre, 2006

2

Les revenus d'exploitation de l'industrie canadienne de l'édition du livre ont légèrement fléchi de 1,2 % pour se chiffrer à 2,1 milliards de dollars en 2006, après avoir augmenté de 3,2 % en 2005, selon les données de l'Enquête auprès des éditeurs de livres.

Étude : L'intensité du capital au Canada et aux États-Unis, 1987 à 2003

4

L'intensité du capital, c'est-à-dire l'utilisation du capital dans l'activité de production, est plus élevée dans le secteur des entreprises au Canada qu'aux États-Unis, en raison, pour une large part, des différences dans la structure industrielle des deux pays.

Entrepôt de données sur les petites et moyennes entreprises, 2001 à 2006

6

Le contrôle étranger dans l'économie canadienne, 2005

6

Étude : Un cadre d'analyse des résultats pour la santé

6

Nouveaux produits

8



Communiqués

L'industrie de l'édition du livre

2006

Les revenus d'exploitation de l'industrie canadienne de l'édition du livre ont légèrement fléchi de 1,2 % pour se chiffrer à 2,1 milliards de dollars en 2006, après avoir augmenté de 3,2 % en 2005, selon les données de l'Enquête auprès des éditeurs de livres.

La plupart des régions du pays ont affiché une croissance relativement stable des revenus d'exploitation en 2006, à l'exception de la Colombie-Britannique, dont les revenus ont diminué de 17 % après avoir atteint un sommet l'année précédente, et de l'Alberta, qui a enregistré une hausse de 12 % à ce chapitre.

La réduction des revenus d'exploitation a été accompagnée d'une hausse de 0,9 % des dépenses d'exploitation. Par conséquent, la marge bénéficiaire d'exploitation de l'industrie a diminué pour s'établir à 10,3 % en 2006, comparativement à 12,1 % l'année précédente.

Les dépenses au chapitre des salaires, des traitements et des avantages sociaux, qui représentent environ 20 cents pour chaque dollar de dépenses de l'industrie, ont augmenté de 2,0 %.

L'industrie se concentre en Ontario et au Québec

L'industrie canadienne de l'édition du livre est dominée par les entreprises de l'Ontario et du Québec. Celles-ci ont représenté collectivement 91 % des revenus d'exploitation en 2006, dont 63 % pour l'Ontario et 28 % pour le Québec. Ces deux provinces ont représenté en outre 95 % des bénéfices d'exploitation de l'industrie. La Colombie-Britannique est arrivée au troisième rang, ses entreprises ayant généré 6 % des revenus de l'industrie, suivie de l'Alberta, qui en a généré 2 %.

De plus, tous les éditeurs sous contrôle étranger établis au Canada sont regroupés en Ontario et au Québec. Quoique peu nombreux, leur part des revenus d'exploitation de l'industrie a augmenté, passant de 40,4 % en 2004 à 41,7 % en 2006.

Ces entreprises sous contrôle étranger ont aussi affiché une marge bénéficiaire plus élevée, bien qu'elles ne soient pas admissibles aux subventions et aux crédits d'impôt offerts aux entreprises appartenant à des intérêts canadiens. En 2006, la marge bénéficiaire d'exploitation de entreprises sous contrôle étranger était de 13,3 % comparativement à 8,1 % pour les entreprises appartenant à des intérêts canadiens. Dans

Note aux lecteurs

Les données de l'Enquête auprès des éditeurs de livres sont recueillies dans le cadre d'une enquête-échantillon et portent sur environ 95 % des revenus totaux de l'industrie de l'édition du livre. Des données administratives sont utilisées dans le cas des petites entreprises.

L'enquête recueille des données financières sur une base annuelle et des renseignements sur les caractéristiques propres à l'industrie tous les deux ans, notamment en 2006.

Les données visant les années 2004 et 2005 ont été révisées.

La base de sondage repose sur une base de données centrale de Statistique Canada regroupant les entreprises classées en fonction du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Auparavant, les autoéditeurs, les maisons d'édition à compte d'auteur et les éditeurs sur demande n'étaient pas considérés comme des éditeurs de livres. Selon le SCIAN, ils font toutefois désormais partie de cette industrie et sont visés par cette enquête depuis 2004.

De plus, seuls les diffuseurs exclusifs de livres qui tirent plus de 10 % de leurs revenus totaux de l'édition de livres font partie du champ de l'enquête. Les diffuseurs exclusifs qui s'en tiennent strictement à la diffusion exclusive en sont exclus. Les résultats de la présente enquête ne doivent pas être comparés aux données de l'ancienne Enquête auprès des éditeurs et diffuseurs exclusifs de livres (menée avant 2004) en raison des différences entre les deux bases de sondage.

Les **éditeurs de livres** sont des établissements dont l'activité principale consiste à exécuter les diverses activités de conception, de rédaction et de marketing nécessaires à la production et à la distribution de livres de toutes sortes tels que les manuels scolaires, les livres techniques, scientifiques et professionnels ainsi que les livres de poche. Ces livres peuvent être publiés sous forme imprimée, électronique ou sous forme de livres parlés. Certains éditeurs agissent aussi à titre de diffuseurs exclusifs.

Les **diffuseurs exclusifs** distribuent et vendent (en diffusion exclusive) des ouvrages publiés par une autre entreprise et en sont les représentants exclusifs.

toutes les régions hors de l'Ontario et du Québec, les bénéfices d'exploitation de l'industrie ont été inférieurs à la valeur (en dollars) des subventions et des crédits d'impôt.

Les 10 principaux éditeurs de l'industrie ont réalisé 62 % des revenus d'exploitation en 2006, en légère hausse par rapport au taux de 61 % observé en 2005.

Les résultats présentés dans la partie qui suit du communiqué portent sur les établissements dont les revenus combinés représentaient environ 95 % des revenus totaux de l'industrie en 2006 et 91 % en 2004, celle-ci étant la dernière année au cours de laquelle les caractéristiques propres à l'industrie ont été recueillies par l'enquête.

Dépendance variable sur les propres ouvrages et les ouvrages vendus en diffusion exclusive

Les éditeurs canadiens de livres ont tiré les trois quarts de leurs revenus des ventes, sur le marché intérieur, de propres ouvrages et d'ouvrages en diffusion exclusive (les ouvrages publiés par une autre entreprise et pour lesquels un représentant détient les droits de distribution exclusifs).

Les exportations de livres et les autres ventes à l'étranger ont représenté 12 % des revenus en 2006. Les autres sources de revenus des éditeurs de livres comprennent les subventions, les ventes de droits, les ventes en gros de livres, ainsi que le marketing et les services d'exécution de commandes.

Les ventes de propres ouvrages des éditeurs sur le marché canadien se sont chiffrées à 943 millions de dollars en 2006, les manuels scolaires représentant 48 % du total, en hausse par rapport au taux de 46 % observé en 2004. Les ouvrages d'intérêt général (les romans et les ouvrages généraux pour adultes) ont été à l'origine de 44 % des ventes de propres ouvrages sur le marché intérieur, et les autres ventes (8 %) ont visé les livres pour la jeunesse.

Les ventes de livres en diffusion exclusive au Canada ont également été une source importante de revenus pour les éditeurs canadiens, s'étant chiffrées à 559 millions de dollars en 2006. Les ouvrages généraux ont représenté 40 % de ces ventes, les manuels scolaires, 38 %, et les livres pour la jeunesse, 22 %.

En 2006, ce n'est que dans la catégorie des livres pour la jeunesse que les ventes des éditeurs canadiens ont été plus élevées pour les ouvrages en diffusion exclusive (122 millions de dollars) que pour les propres ouvrages (75 millions de dollars).

Comparativement aux éditeurs de livres sous contrôle étranger, les éditeurs sous contrôle canadien ont obtenu une plus grande part des ventes d'ouvrages

au Canada pour les ventes de leurs propres ouvrages, et une part moindre pour les ouvrages vendus en diffusion exclusive. Dans le cas des éditeurs de livres sous contrôle étranger, les ventes de propres ouvrages ont représenté 47 % de leurs ventes d'ouvrages au Canada en 2006, alors que les ventes de propres ouvrages en ont constitué 78 % pour les éditeurs sous contrôle canadien.

Les canadiens continuent d'acheter des livres

Alors que les facteurs tels que la disponibilité de l'information gratuite sur Internet peuvent avoir eu une incidence sur la volonté des Canadiens de payer pour du contenu, l'Enquête sur les dépenses des ménages suggère que les éditeurs de livres s'en tirent mieux que les autres secteurs de l'industrie de l'édition.

Contrairement aux diminutions constantes observées dans les dépenses des ménages pour les journaux, les revues et les périodiques, les dépenses moyennes par ménage pour les livres sont passées de 86 \$ en 1998 à 111 \$ en 2005, pour se stabiliser à 108 \$ en 2006.

Les personnes demeurant en Alberta, en Colombie-Britannique et en Ontario ont été les plus grands acheteurs de livres, les dépenses pour les livres y dépassant la moyenne nationale.

Données stockées dans CANSIM : tableau 361-0007.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3105.

Pour obtenir plus de renseignements sur l'enquête ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Les Reid au 613-951-2246 (les.reid@statcan.ca) ou avec Peter Kalhok (peter.kalhok@statcan.ca), Division des industries de service. ■

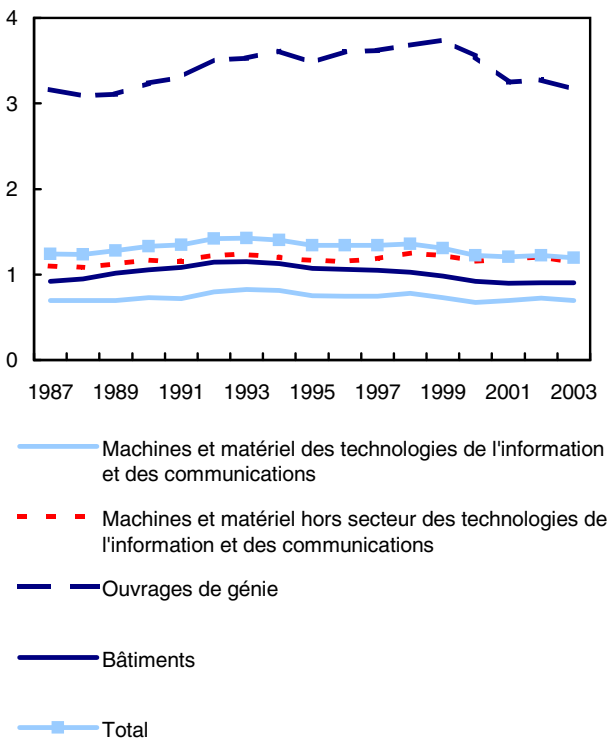
Étude : L'intensité du capital au Canada et aux États-Unis

1987 à 2003

L'intensité du capital dans le secteur des entreprises, c'est-à-dire l'utilisation du capital pour la production, est plus élevée au Canada qu'aux États-Unis, en raison, pour une large part, des différences dans la structure industrielle des deux pays.

Ratio du capital au produit intérieur brut du secteur des entreprises au Canada par rapport au ratio aux États-Unis, en dollars historiques

ratio (États-Unis = 1)



L'intensité du capital est mesurée par le ratio du stock de capital au produit intérieur brut (PIB). Ce ratio constitue l'un des indicateurs de la nature du processus de production. Un ratio plus élevé indique une plus grande utilisation de capital dans l'activité de production.

Les actifs peuvent être divisés en quatre groupes, soit les actifs de la catégorie des ouvrages de génie, les bâtiments, les actifs des technologies de l'information et

Note aux lecteurs

Le présent communiqué est fondé sur le document de recherche intitulé «L'intensité du capital au Canada et aux États-Unis, 1987 à 2003», qui paraît aujourd'hui.

Dans le document, l'intensité du capital est mesurée par le ratio du capital au produit intérieur brut. Ce ratio constitue l'un des indicateurs de la nature du processus de production. Les variations du ratio au fil du temps ont été utilisées pour tirer des conclusions au sujet de la productivité du capital.

Les comparaisons de l'intensité du capital entre pays doivent tenir compte des différences éventuelles au chapitre des méthodes et des sources de données.

Dans ce document, on aborde le problème en adoptant un ensemble commun d'estimations de la dépréciation pour les deux pays, puis en estimant le stock de capital au moyen de la méthode de l'inventaire permanent.

Les actifs sont divisés en quatre groupes, à savoir les actifs de la catégorie des ouvrages de génie, les bâtiments, les actifs des technologies de l'information et des communications (TIC), et les actifs non TIC.

Les actifs de la catégorie des ouvrages de génie sont les fondements de l'infrastructure pour les chemins de fer, les services publics, l'extraction de pétrole et de gaz et les pipelines. Les bâtiments abritent les établissements de fabrication, les bureaux commerciaux, les hôtels et les installations de vente en gros et au détail. Les TIC comprennent les ordinateurs, le matériel de télécommunications et les logiciels. Le matériel non TIC, dont une partie est très perfectionnée et comprend des fonctions d'automatisation informatique, représente le reste.

des communications (TIC) et les machines et le matériel non TIC.

La plus forte intensité du capital au Canada a été principalement attribuable à un plus grand accent mis sur les industries dont les actifs de la catégorie des ouvrages de génie ont une forte intensité capitalistique, particulièrement l'infrastructure, comme les pipelines, les barrages et les chemins de fer. Ces actifs sont les fondements de l'infrastructure pour les chemins de fer, les services publics, l'extraction de pétrole et de gaz et les pipelines.

Au Canada, un plus grand accent est mis sur les industries dont les actifs appartiennent à la catégorie des ouvrages de génie

La plus forte intensité capitalistique du secteur des entreprises au Canada s'explique principalement par l'accent plus grand mis sur les industries dont les actifs appartiennent à la catégorie des ouvrages de génie, qui ont une forte intensité de capital. L'intensité du capital de ces actifs était environ trois fois plus élevée au Canada qu'aux États-Unis pendant la période allant de 1987 à 2003.

Deux secteurs, soit le secteur primaire (y compris les mines) et celui des services publics et du transport,

comportent une intensité du capital en ouvrages de génie très élevée au Canada. Ensemble, ils étaient à l'origine de la prépondérance d'une intensité de capital plus élevée au Canada qu'aux États-Unis.

Les industries dans lesquelles les actifs de la catégorie des ouvrages de génie étaient concentrés étaient des industries infrastructurelles de base qui fournissent des services universels sur lesquels s'appuie le reste de l'économie, soit le transport, les communications et l'énergie. Ces industries contribuent davantage au PIB du Canada.

En outre, l'économie canadienne est plus diversifiée sur le plan géographique et utilise davantage les services de ces secteurs par unité de PIB produit que ne le font les États-Unis.

Intensité du capital moins grande dans les actifs des machines et du matériel dans la plupart des industries au Canada

Sur le plan agrégé, le Canada a eu une plus faible intensité de capital en actifs des TIC. Par ailleurs, les quantités relatives de machines et de matériel non TIC et de bâtiments sont davantage comparables dans les deux pays.

Toutefois, une fois les différences dans les structures industrielles des deux pays prises en

compte, un faible écart d'environ 12 % subsiste dans le cas des machines et du matériel non TIC au Canada en 2003. L'écart était plus prononcé dans le cas des investissements en TIC au Canada, soit d'environ 33 %.

L'intensité du capital en TIC au Canada est systématiquement inférieure à celle aux États-Unis, du moins depuis 1987. L'écart était assez généralisé sur l'ensemble des industries en 2003. Il était particulièrement important dans les secteurs de la construction, des services publics, de la finance et des services immobiliers.

Le document de recherche «L'intensité du capital au Canada et aux États-Unis, 1987 à 2003», qui fait partie de *La revue canadienne de productivité* (15-206-XIF2008018, gratuite), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web. Sous ce module, choisissez *Études*.

D'autres études sur la productivité sont offertes sans frais à l'adresse suivante : (www.statcan.ca/francais/studies/economic_f.htm).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec John Baldwin au 613-951-8588, Division de l'analyse microéconomique. ■

Entrepôt de données sur les petites et moyennes entreprises

2001 à 2006

Des données sur les petites et moyennes entreprises (PME) au Canada sont maintenant offertes par l'Entrepôt de données sur les petites et moyennes entreprises.

Cet entrepôt de données, qui présente des définitions et des concepts normalisés sur les PME, contient un recensement de toutes ces entreprises par année, de 2001 à 2006. Il permet la création de tableaux personnalisés et l'analyse des PME par régions géographiques, selon, notamment, le nombre d'entreprises, l'emploi, les revenus, les nouvelles entreprises et les disparitions, le rendement des entreprises (le taux de survie) ainsi que les entreprises à forte croissance (les gazelles).

En général, cet entrepôt de données présente des caractéristiques de base complètes et intégrées des entreprises qui appuieront les recherches et les analyses futures sur les PME.

Afin d'éviter un fardeau de réponse et de minimiser les coûts, l'entrepôt de données est fondé sur des sources de données administratives existantes de Statistique Canada et de l'Agence du revenu du Canada.

Les premiers résultats de l'entrepôt de données constituent un apport important au programme des indicateurs relatifs à l'entrepreneuriat de l'Organisation de coopération et de développement économiques. D'autres séries de données viendront s'ajouter à l'entrepôt de données sur les petites et moyennes entreprises.

Des tableaux personnalisés sont offerts en communiquant avec la Division des petites entreprises et des enquêtes spéciales moyennant un recouvrement des coûts.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle en composant sans frais le 1-877-679-2746, Division des petites entreprises et des enquêtes spéciales. ■

Le contrôle étranger dans l'économie canadienne

2005 (données révisées)

Les données révisées sur le contrôle étranger de l'économie canadienne pour l'année de référence 2005 sont maintenant accessibles sur

CANSIM. Les données sur le contrôle étranger pour l'année de référence 2006 seront diffusées plus tard en 2008. Les données sur le contrôle étranger sont fondées sur les renseignements obtenus en vertu de la *Loi sur les déclarations des personnes morales*, de même que sur les renseignements obtenus du programme des Statistiques financières et fiscales annuelles.

Les renseignements les plus récents obtenus en vertu de la *Loi sur les déclarations des personnes morales* pour le pays de contrôle sont offerts dans le cadre de cette diffusion. De plus, une nouvelle méthodologie pour déterminer le pays de contrôle y est introduite, y compris des révisions qui ont été apportées depuis 1999. Un rapport de comparaison est offert pour les utilisateurs intéressés à obtenir plus d'information sur l'incidence des révisions et de la nouvelle méthodologie pour les agrégations suivantes, soit les branches d'activité financière et les assurances; les branches d'activité non financière; et toutes les branches d'activité pour les groupes de pays de contrôle suivants : le Canada; les États-Unis; l'Union européenne et Autres pays étrangers.

Ce communiqué repose sur les statistiques financières et fiscales annuelles diffusées le 11 février.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 179-0004 et 179-0005.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2503.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour commander des données, communiquez avec les Services à la clientèle en composant sans frais le 1-888-811-6235. Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Ross Willows au 613-951-2468 (ross.willows@statcan.ca), Division de l'organisation et des finances de l'industrie. ■

Étude : Un cadre d'analyse des résultats pour la santé

Il existe un besoin grandissant d'information permettant de comprendre la mesure dans laquelle les investissements dans les soins de santé et les interventions entraînent des effets positifs sur la santé et le bien-être des Canadiens.

Bien que les investissements annuels en santé soient considérables, les différents résultats pour la santé que peuvent entraîner les interventions en santé sont difficiles à mesurer. De plus, les données

permettant d'évaluer l'efficacité du système de santé sont limitées.

Le rapport «Un cadre d'analyse des résultats pour la santé : études de cas sur le diabète et la dépression» explore la possibilité de procéder à des analyses des résultats pour la santé à l'aide des données existantes portant particulièrement sur le diabète et la dépression. Il est le fruit de la collaboration de l'Institut canadien d'information sur la santé et de Statistique Canada.

Le rapport fournit un cadre conceptuel qui vise à orienter l'élaboration et l'analyse de données touchant les résultats pour la santé à l'échelle de la population.

Le diabète et la dépression ont été choisis comme objets d'étude parce qu'ils correspondent tous deux aux priorités en matière de recherche sur les résultats pour la santé. En outre, ces deux affections représentent un lourd fardeau pour la santé de la population et le système de soins de santé.

Le rapport fait ressortir deux lacunes, à savoir l'absence de mesures directes pour rendre compte de l'évolution de l'état de santé avant et après avoir reçu les soins, et le manque d'information exhaustive sur la gamme complète de services de soins de santé reçus.

Le rapport «Un cadre d'analyse des résultats pour la santé : études de cas sur le diabète et la dépression» est maintenant offert. On peut accéder directement à la publication électronique dans le site Web de l'Institut canadien d'information sur la santé (www.cihi.ca).

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec Claudia Sanmartin au 613-951-6059 (claudia.sanmartin@statcan.ca), Division de l'information et de la recherche sur la santé, Statistique Canada, ou avec Christina Lawand au 613-694-6805 (clawand@cihi.ca), Institut canadien d'information sur la santé. ■

Nouveaux produits

La revue canadienne de productivité : «L'intensité du capital au Canada et aux États-Unis, 1987 à 2003», n° 18
Numéro au catalogue : 15-206-XIF2008018
(gratuit).

Liens de parenté entre sociétés, deuxième trimestre de 2008
Numéro au catalogue : 61-517-XCB (375 \$/1 065 \$).

Services d'hébergement des voyageurs, 2006
Numéro au catalogue : 63-253-XWF
(gratuit).

Quelques faits : «Est-ce que les Canadiens âgés comptent plus d'amis aujourd'hui qu'en 1990», n° 4
Numéro au catalogue : 89-630-XWF
(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM, -XVB ou -XVF, la version électronique sur DVD-ROM et -XBB ou -XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : **1-800-267-6677**
Pour les autres pays, composez le : **1-613-951-2800**
Pour envoyer votre commande par télécopieur,
composez le : **1-877-287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître
l'état de votre compte, composez le : **1-877-591-6963**

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 5 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications et des services de bibliothèque, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2008. Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.